

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18665 - 72EME ANNÉE

Conférence du PCR sur 71e anniversaire de l'abolition du statut colonial : discours du secrétaire général du PCR -3-

2017, ère de la responsabilité



Dimanche 19 mars, conférence du PCR pour la célébration du 71e anniversaire du régime colonial.

Dimanche 19 mars dernier, le Parti communiste réunionnais organisait une conférence pour célébrer le 71e anniversaire de l'abolition du régime colonial à La Réunion. Après avoir décrit le rôle des communistes et des progressistes dans le changement de statut puis analysé le bilan des 71 dernières années par le PCR, Maurice Gironcel a expliqué pourquoi un nouveau cadre est nécessaire et le contenu que cela implique pour le Parti communiste réunionnais.

Le cadre actuel a atteint ses limites. Il est indispensable de le dépasser pour régler les problèmes actuels et à venir, auxquels La Réunion est déjà ou sera confrontée.

Ce constat, nous ne sommes pas les seuls à le faire. D'autres forces présentes, n'appartenant pas à notre formation politique, l'ont fait publiquement.

Elles reconnaissent ainsi, de manière implicite, la justesse des thèses fondatrices du PCR en 1959 et de la ligne suivie ensuite par le PCR.

En tant que Secrétaire Général, avec vous, nous pouvons exprimer notre fierté de voir que le PCR continue à être présent dans les décisions politiques réunionnaises.

Oui, Paul, ton combat continue.

N'a-t-on pas entendu tel ou tel dirigeant ou dirigeante déclarer qu'il n'y a plus de lisibilité pour La Réunion, ou bien qu'il faut un autre logiciel, ou bien encore qu'il faut désormais l'émancipation pour aller vers plus d'autonomie. Vers une autonomie fiscale à 15 % pour nos entreprises ; vers une autonomie énergétique ; vers une autonomie alimentaire.

Toutes ces déclarations convergent vers l'idée que le cadre actuel mis en place en 1946 a donné tout ce qu'il a pu donner mais qu'il est maintenant dépassé.

Ce constat, le PCR l'a fait depuis longtemps déjà et il l'a réaffirmé le 5 février dernier lors de son 9e Congrès, à Sainte-Suzanne.

Un pouvoir politique réunionnais

Le moment est donc venu de rassembler toutes celles et tous ceux qui considèrent qu'il faut désormais un nouveau cadre.

Nous devons être offensifs. Qui va définir ce nouveau cadre ? Sûrement un technocrate parisien ! C'est nous, Réunionnais, « Rassemblés pour la Responsabilité » qui devons définir ce nouveau cadre.

Pour nous, il est évident que c'est aux Réunionnaises et aux Réunionnais, et à eux-seuls, de définir ce qui est nécessaire pour leur pays. Les décisions ne peuvent plus être imposées et venir de 10.000 kms.

Nos spécificités sont à prendre en compte et doivent être respectées. Paris i commande pas nous !

Cela suppose que dans le cadre de la République Française, les Réunionnais aient un pouvoir politique avec des compétences élargies par rapport à celles qui

existent actuellement et avec les moyens financiers pour mettre en œuvre une politique de développement durable pour La Réunion.

Ce qui, pour nous, se traduit par la mise en place d'une collectivité territoriale pouvant délibérer (en dehors des domaines régaliens réservés à l'État français) sur toutes les questions relatives au développement du pays.

Ces compétences élargies doivent également permettre de mener avec les pays voisins une politique de co-développement solidaire avec la possibilité de passer avec eux des accords de partenariat équitable dans tous les domaines, y compris des accords commerciaux.

Ce qui n'est pas le cas aujourd'hui. Et les Accords de Partenariat Economique vont accentuer cette crise.

Projet de responsabilité

C'est ainsi que nous définissons la responsabilité qui doit être attribuée aux Réunionnais. Nous devons définir un projet de développement partagé qui nous garantisse la sauvegarde des acquis arrachés pendant des années de lutte mais également notre insertion en tant qu'acteur responsable dans notre environnement géoéconomique.

Ce projet de responsabilité a toujours été au cœur des combats des différentes générations de communistes et ce, depuis la création de notre parti. Réussir à concrétiser ce projet de la Responsabilité est le plus bel hommage que nous puissions rendre à notre camarade Paul Vergès.

Tel est le nouveau cadre que nous appelons de nos vœux.

Appel au rassemblement

Une fois ce nouveau cadre défini, il appartient aux différents courants de pensée d'apporter leur contribution à l'élaboration d'un projet de développement humain durable sur le plan économique, social, culturel, environnemental, institutionnel. Car il s'agit de l'avenir de la Réunion.

Dans ces différents domaines, chacune et chacun peut apporter une contribution utile mais le débat doit s'instaurer entre les Réunionnais qui doivent assumer leur responsabilité.

C'est ce débat que nous souhaitons instaurer au moment où nous abordons des échéances importantes.

Et avant de dire pour qui on va voter le mois prochain ou dans deux

mois, la vraie question doit être :

Qui doit être responsable de notre pays et que faut-il faire pour notre pays ?

Pour notre part, nous lançons plus que jamais un appel au rassemblement le plus large ; il s'agit de l'avenir des familles réunionnaises. Nous pensons que l'heure de la Responsabilité est arrivée et c'est une étape décisive pour l'avenir de notre pays.

Poursuivre les combats de Paul Vergès

Nous avons connu en 1848 — le 20 décembre — l'ère de la liberté. Des hommes, des femmes et des enfants maintenus dans l'esclavage retrouvaient enfin leur liberté.

Nous avons connu en 1946, grâce aux combats de nos aînés, notamment Raymond Vergès et Léon de Lépervanche dont nous saluons une fois de plus la mémoire, l'ère de l'égalité avec la loi du 19 mars 1946 qu'ils ont fait voter, à l'Assemblée Nationale.

Le 15 novembre dernier, lors des obsèques de Paul Vergès, Elie Hoarau avait dit ceci : « pars en paix camarade, pars en paix, nous nous engageons à poursuivre tes combats ».

C'est ce que nous faisons aujourd'hui en prônant le rassemblement de toutes les forces vives réunionnaises, en plaçant la Réunion au centre des débats.

Fidèles à cet engagement, nous devons faire de 2017, l'ère de la responsabilité.

Le PCR a confirmé cet engagement solennel lors de son dernier Congrès.

Nous devons tenir ces engagements et personnellement, en tant que secrétaire général, je m'emploierai à mettre en œuvre les décisions du Congrès, pour aboutir au rassemblement souhaité, pour aller vers la responsabilité.

Nous célébrons aujourd'hui la loi du 19 mars 1946, la fin du régime colonial et le début de l'ère de l'égalité, il y a 71 ans. Souhaitons que pour le 72e anniversaire, l'année prochaine, nous ayons fait un pas décisif vers le rassemblement pour la responsabilité.

Chacune et chacun d'entre nous, ensemble, menons ce combat vers la responsabilité, pour la fierté du peuple réunionnais.

Plus que jamais, le combat continue !!!

Edito

L'avenir de la filière canne-sucre se joue maintenant

Dans deux mois, la campagne sucrière doit commencer. La récolte de la canne à sucre donne du travail à 18.000 personnes. Ce sont autant de familles concernées, ce qui veut dire qu'une part importante de la population est concernée.

Pour la première fois cette année, le sucre qui sera produit n'a pas la certitude d'être vendu. C'est la conséquence de la suppression des quotas sucriers. Jusqu'à présent, La Réunion a un quota qui est supérieur à sa production. Cela signifie que l'Union européenne s'engage à acheter le sucre invendu à un prix fixe supérieur au cours mondial. C'est à partir de cette sécurité que s'est jusqu'alors maintenue la filière canne-sucre à La Réunion, car c'est en fonction de ce prix qu'est calculé celui de la canne à sucre.

À partir du mois d'octobre, les quotas seront supprimés, la sécurité n'existera donc plus. Et à deux mois du début de la coupe, le prix de la canne à sucre n'est pas défini. Cette question n'est pas abordée par les candidats à la présidentielle. Elle est pourtant essentiel pour l'avenir de La Réunion.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Selon une enquête de l'INSEE sur l'année 2016

138000 personnes souhaitent travailler mais sont privées de ce droit

L'INSEE a publié hier son « Enquête emploi » pour l'année 2016. Ses critères de définition d'un chômeur ne sont pas les mêmes que ceux de Pôle emploi, ses chiffres sont donc différents mais sont exceptionnellement élevés. L'INSEE constate une baisse du chômage qui est d'abord due à un nombre important de « retrait des femmes du marché du travail ». En additionnant le nombre de chômeurs selon les critères du Bureau international du travail, et les personnes qui n'entrent pas dans cette définition mais qui désirent travailler, l'INSEE arrive au nombre de 138000 travailleurs qui voudrait avoir un emploi, mais qui sont exclus de ce droit. Voici de larges extraits de cette étude, avec des inter-titres de Témoignages.

En 2016, le taux de chômage à La Réunion baisse de 1,7 point, soit 7 000 chômeurs de moins en un an. Il atteint un niveau particulièrement bas à 22,4 % de la population active et se situe en dessous des taux de chômage guadeloupéen et guyanais. Cette baisse est due pour moitié à celle de la population active (- 4 000 personnes), sur fond de recul de l'activité féminine, et pour moitié à la hausse de l'emploi (+ 3 000). En 2016, à La Réunion, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'élève à 22,4%. En 2016, la population active âgée de 15 ans ou plus diminue de 4 000 personnes, ce qui explique la moitié de la baisse du nombre de chômeurs. Cette diminution de la population active est inédite ; elle fait suite à une stabilisation en 2015.

Femmes découragées

Depuis la fin des années 1960, la population active n'avait cessé de croître. Ainsi, entre 2007 et 2013, période de croissance économique atone, 7 000 personnes supplémentaires s'étaient présentées sur le marché du travail en moyenne chaque année.

En 2016, la diminution de la population active est imputable pour les trois quarts à un retrait des femmes du marché du travail : le nombre de femmes actives recule ainsi de 3 000 en un an, contre 1 000 hommes actifs de moins. De fait, le taux d'activité des femmes de 15 ans ou plus recule sensiblement (- 1,2 point).

La baisse est la plus marquée pour les femmes les plus actives, âgées de 25 à 49 ans (- 1,3 point). Ce repli de l'activité féminine coïncide avec la reprise économique enregistrée en 2014 et 2015. Le taux d'activité des hommes diminue également, mais de manière plus mesurée (- 0,8point). Comme pour les femmes, ce sont surtout aux âges intermédiaires que les taux d'activité baissent. En revanche, l'activité des hommes de 50 à 64 ans continue d'augmenter (+ 1,4 point, après + 0,7 point en 2015).

En 2016, 3 000 personnes supplémentaires, âgées de 15 ans ou plus, occupent un emploi au sens du BIT à La Réunion. Ces créations d'emplois constituent le second facteur explicatif de la baisse du chômage. Toutefois, le nombre d'emplois

créés en 2016 est nettement inférieur à celui de 2015 (+ 8 000).

Le travail à temps partiel concerne 21,8% des salariés à La Réunion en 2016. Plus de la moitié d'entre eux désireraient travailler davantage.

Temps partiel subi

Ainsi, 13,1 % des salariés sont en situation de sous-emploi, soit un niveau équivalent à celui de La Guadeloupe et de La Martinique (respectivement 12,7 % et 13,3 %). Les femmes sont deux fois plus concernées que les hommes.

En plus des 78 000 chômeurs, 60 000 personnes souhaitent également travailler, mais sont considérées comme inactives au sens du BIT. En effet, elles n'effectuent pas de recherche active d'emploi ou ne sont pas disponibles : elles constituent le « halo » autour du chômage. Le halo augmente de 3 000 personnes par rapport à 2015, symétriquement à la baisse de 7 000 chômeurs.

Au sein du halo, la plupart des personnes n'effectuent pas de recherche active d'emploi. Le découragement en est la première cause : il concerne un tiers des non-recherches.

Au total, 138 000 personnes souhaitent travailler en 2016, qu'elles soient au chômage ou dans le halo. Elles sont moins nombreuses qu'en 2015 (142 000), du fait de la forte baisse du nombre de chômeurs.

In kozman pou la rout

« Shap dann poilon pou tonm dann fé » ...

Alala in kozman i lèss pa ou la shans pou pass par maye. Dann tout lang néna kozman konmsa : « tonb dopi karib ziska Sila », sa i vé dir ou i évite in kap pou out bato tanpone avèk l'ot. Dann lang kréol rényoné nana osi : « Sort dan la mèrsd poyu tonm dan la taye. »... Souvan dé foi la vi lé konmsa, na dé danzé i ménas au é si ou i évite inn, ou i tonm dan l'ot. Pou koué désertinn foi lé konmsa, Mi soré dira ou, mé konm di lo kont sa sé lo déstin. Moin na in dalon i di konmsa : si sé out déstin, ou i pé pa évité, é si ou i pé pa évité ébin i fo ankésé. Fasil pou dir ! Pa fasil pou fèr ! Alé, mi lèss azot kass z'ot koko la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Billet philosophique

Qu'est-ce que le communisme ?

Cher-e-s lectrices et lecteurs de "Témoignages", comme vous le savez, une des tâches de cette chronique philosophique hebdomadaire est de valoriser les atouts de la pensée créole réunionnaise lorsqu'elle défend les valeurs fondamentales de notre peuple et de l'humanité en citant parfois quelques exemples. C'est le cas cette semaine, à travers trois citations de réflexions très intéressantes qui cultivent ces valeurs.



Éric Magamootoo.

Parlons tout d'abord de cet appel lancé vendredi dernier par Rodolphe Sinimalé dans la rubrique du "Quotidien de La Réunion" intitulée "Si j'étais président", où ce jeune diplômé en relations humaines émet « deux propositions raisonnables et matérialisables qui participeraient à construire un 21e siècle plus heureux ». Sous le titre « Le pouvoir aux enfants ! », il déclare tout d'abord : « Favoriser aujourd'hui chez les plus jeunes et à l'école l'émergence des qualités de cœur — l'attention, la bienveillance, la gentillesse, la confiance — permettrait demain l'apparition de citoyens et de leaders plus éclairés et plus altruistes ».

Seconde proposition de Rodolphe Sinimalé : « Ensuite, il nous faudrait, nous-mêmes adultes, réapprendre à voir le monde à travers les yeux d'un enfant ! L'enthousiasme, l'ouverture, la créativité, l'humour et les rêves que nous avons petits sont en réalité le terreau fertile d'un réenchâtement du monde social, politique et économique ». D'où sa conclusion : « Il suffit pour cela de

meilleur en nous : notre potentiel illimité à... aimer ».

« Décoloniser notre esprit »

Cultiver l'amour, voilà un message fort que vient aussi de lancer l'ancien avocat, écrivain et planteur d'oliviers Éric Magamootoo dans son magnifique livre intitulé "L'olivier et le Coran. Un message d'amour et de paix". Cet ouvrage, rédigé avec la collaboration du philosophe réunionnais Farouk Issop, souligne notamment que face aux multiples « atrocités » dont souffre une grande partie de l'humanité, « le Coran est comme tous les Grands Livres des religions, un message de paix, d'amour, une éthique de vie, une réponse au tenter-de-vivre-ensemble, les uns avec les autres ».

Éric Magamootoo ajoute : « Qu'est donc devenue notre humanité quand nous savons que ce que nous consommons chaque jour est le fruit d'une indigne exploitation d'hommes, de femme et d'enfants ailleurs dans le monde ? Nous portons chacun d'entre nous une responsabilité face à ces insoutenables injustices dont nous sommes à tout le moins complices par notre silence, notre absence d'indignation... Et si nous revenions à l'essentiel ? À ce qui fait de nous des êtres de lumière car portés par la raison et le cœur... ». Et il conclut sa préface par cet appel très important : « Nous devons décoloniser notre esprit pour reconquérir notre humanité perdue ».

Priorité au bien commun

Toutes ces idées essentielles on les retrouve chez de nombreux militants progressistes réunionnais et en particulier les communistes, qui ont organisé ce 19 mars une forte célébration de la seconde date historique de notre peuple après le 20 décembre. En effet, après l'abolition de l'esclavage en 1848, ils ont célébré le 71e anniversaire de l'abolition officielle du statut de colonie de notre pays par la loi Vergès-Lépervanche du 19 mars 1946 pour appeler les Réunionnais à se rassembler sans exclusive afin d'entrer dans l'ère de la responsabilité et en finir avec le système néo-colonial en place, en créant ainsi les conditions d'un développement durable et humain de La Réunion.

C'est cela le communisme réunionnais depuis la fondation du PCR avec Paul Vergès et ses camarades en 1959 : lutter pour accorder en politique la priorité au bien commun plutôt qu'à l'intérêt personnel afin de créer une société équitable, solidaire, harmonieuse, altruiste. Sachons donc dépasser les rancunes et les contentieux du passé, l'égoïsme électoraliste et financier pour construire ensemble une vie commune d'amour, de justice et de paix.

Roger Orlu

Oté

Hasta la victoria siempre : in kriyé dann kèr pou banna la-ba. Konm pou nou osi, isi dann l'oséan indien

Mèrkrodi moin la parti in rényon l'asosyasion pou l'amityé rant Kuba épi La Rényon. In gayar rényon, pou vréman avèk konm pòinn vizé pou ranfors l'amityé rant dé pèp : lo pèp kubin lé dann la mèr bann z'antiy épi lo pèp rényoné isi dann l'oséan indien.

Kosa nana a oir rant lé dé ?

Dabor pou komansé sé dé koloni lo pèplomman donk dé pèp toukoulèr, dé pèp métissé avèk demoun téi sort l'érop, demoun téi sort l'Inn é domoun téi sort l'Afrik épi d'ot l'androi ankor laba konm isi.

Dézyèmman, lé dé la konète la trète, épi l'ésklavaz, dé krime kont l'imanité bazé dsi inn-dé z'idé la pa vré : l'idé lo blan lé sipèryér par rapor lo noir, alé oir lé dé i fé solman parti konm moin la di é pa arienk in kou la ras imène mé in pé té i fyé touzour dsi l'aparans é pa dsi la vérité pré-istorik. In dézyèm l'idé la pa vré : lo blan i gingn pa travaye dann péi sho é na arienk bann noir i pé fèr sa é ankor si i okip azot konm z'ésklav.

An troi, mi mète la volonté lé z'inn épi lé z' ot pou kass z'ot shène épi ranport z'ot libèrté. Biensir lé dé la pa kass z'ot shène parèye, mèm manyèr, mé lé dé, momandoné, la desid soubate pou z'ot libèrté, zot dignité épi z'ot souvrènté. Kèl lété o méyèr manyèr ? Lo méyèr manyèr sé sak inn é l'ot la shoizi : rofiz ète abésé.

Kosa ankor ?

In n'afèr inportan : la-ba konm isi nana in parti kominis apré lité pou lo droi dé l'om. Mi pans sa sé konm in fraternité k'i désote la mèr. Isi nout parti i di nout pèp la bézoin dé libérasyon : in libérasyon nasyonal é in libérasyon sosyale é la-ba dann kuba mi pans banna osi i pans a poprè konm nou. I sanm pou moin sa lé konmsa mèm !

Ni pé ankor azout in n'afèr : kan bann kubin i kriy « hasta la victoria siempre », mi pans sa sé in kriyé k'i rézone for mèm dann nout kèr.

Justin